

Le mythe de l'aquaculture algérienne

L'aquaculture durable en Méditerranée, un nouveau concept qui a réuni, du 19 au 22 mai 2013 à Istanbul (Turquie), des experts venus des pays concernés. Aquamed, plateforme du projet, a été mise en place afin de cadrer cette filière et d'en faire un segment de recherche-développement consistant. Notre spécialiste y était.

Istanbul. Slim Sadki
ssadki@elwatan.com 

Le poisson pêché est cher, affreusement cher, nul ne peut le nier. Mais ce n'est pas particulier à l'Algérie. A quelques exceptions près, la tendance est mondiale et l'alternative est, de l'avis de tous les experts, dans le développement de l'aquaculture dont les productions mondiales ont atteint, avec 84 millions de tonnes en 2012, 56% de la production des pêches qui est de 178 millions de tonnes. En Méditerranée, c'est bien avant, en 2006, que les productions de l'aquaculture ont rattrapé celles des pêches. A terme, nous dit René François de l'Ifremer et président du Comité de l'aquaculture (CAQ) du Conseil général des pêches (CGP) pour la Méditerranée (FAO), les viandes rouges vont disparaître parce qu'elles sont grosses consommatrices d'eau au profit du poisson, suivies du poulet et du porc. En Algérie, où la consommation du poisson reste coincée entre 4,5 et 5 kg/an/habitant (la moyenne mondiale se fixe à 12 kg/an/Ha), l'aquaculture ne décolle pas, alors qu'elle a toutes les chances de devenir un secteur rémunérateur. Depuis les années 1980, des programmes, des actions sont annoncés tambour battant, mais les résultats sont loin d'être à la mesure des attentes. Cette aquaculture, qui n'a aucune consistance physique, est brandie comme une panacée par

les responsables successifs du secteur lorsque celui-ci est mis à mal. En fait, l'aquaculture est un mythe savamment entretenu par les pouvoirs publics. Mais quelle est la situation sur le terrain ? Nous avons posé la question au professeur Mohammed Hichem Kara du laboratoire des Ressources marines de l'université de Annaba et point focal national du projet Aquamed (voir encadré). Il fait autorité en la matière. Aujourd'hui, nous a-t-il déclaré, la production nationale est de 1120 t.

PROMETTEUR

Deux opérateurs produisent en mer quelque 950 t en loup et daurade. Un troisième, à Ouargla, produit 170 t de poisson d'eau douce, essentiellement du tilapia. Il y a eu également, depuis la fin des années 1980, quelques opérations de rempoissonnement de plans d'eau, mais c'est surtout pour les besoins de la pêche locale ou récréative, ce qui n'est pas, à proprement parler, de l'élevage. C'est très peu, car nos possibilités sont à multiplier par mille. Une production nationale qui ne nous place pas très loin de nos proches voisins : 1568 tonnes pour le Maroc et 5050 pour la Tunisie. Par contre l'Espagne est dans le peloton de tête avec 900 000 tonnes/an. Avec les plans de relance de la pêche, 11 projets, situés un peu partout sur le territoire national, ont bénéficié de subventions de l'Etat pour un montant global de 1,6 milliard



Cages flottantes de la ferme aquacole d'Azzefoun

PHOTO: D. R.

de dinars, selon des sources officielles. Beaucoup plus, nous disent les professionnels qui fixent ce montant autour de 24 millions d'euros. Le Pr Kara explique cette situation par le manque d'une culture d'éleveurs et des opérateurs qui se sont lancés dans les projets

aujourd'hui en panne ou complètement abandonnés. Cette activité bénéficie d'un cadre et de financements publics absolument exceptionnels et il y a un marché national très prometteur. Il manque le segment du savoir-faire. ■

JEAN-PAUL BLANCHETON. Laboratoire d'aquaculture à Ifremer et coordonnateur du projet Aquamed

☞ Identifier les axes du développement durable

● Qu'est-ce que l'initiative Aquamed ?

L'idée est née en 2009. C'est une initiative européenne lancée pour renforcer les liens entre l'Europe et les pays méditerranéens dans le domaine de l'aquaculture. Le projet a deux objectifs : plus d'efficacité dans les projets de recherche dans les pays méditerranéens en vue de les valoriser davantage et l'échange des chercheurs et des professionnels avec facilité d'accès aux installations pour les compléter au lieu de les reproduire. Le projet vise à créer une plateforme multi acteurs avec les producteurs, les chercheurs, les ONG, l'administration et autres institutionnels. Elle vise à identifier les

axes de développement durable de l'aquaculture et les axes de recherche qui en découlent.

● Aujourd'hui prend fin un atelier d'Aquamed, quel bilan peut-on tirer de ce projet ?

En fait, le projet prend fin ce 31 mai, cependant, l'UE souhaite s'appuyer sur la plateforme pour trouver des projets de recherche. La plateforme d'Aquamed est également un outil du Conseil général de la pêche en Méditerranée de la FAO (CGPM). C'est un pas important, car toute idée venant de la plateforme et adoptée par le CGPM est immédiatement applicable à tous les pays méditerranéens.



DJELLADJ LARBI. Directeur de la ferme aquacole d'Azzefoun

☞ J'importe la totalité de mes besoins qui représentent 65% des coûts de production

● Comment vous est venue l'idée de faire de l'aquaculture ?

C'est en 1996 que cette idée a germé dans mon esprit, mais je n'ai pu la concrétiser qu'à partir de 2004, et l'entrée en production s'est effectuée en 2008. Ma ferme aquacole de loup de mer et de daurade, établie à Azzefoun (Tizi Ouzou), comprend une unité de reproduction d'une capacité de 10 à 20 millions d'alevins, qui n'est pas opérationnelle faute de débouchés, et d'une installation d'élevage en mer de 24 cages flottantes immergées pour le grossissement. Théoriquement, la production est de 1440 tonnes/an. En 2009, nous avons atteint 1200 t. Je compte doubler le nombre de cages dans un avenir très proche et également produire 120 tonnes de poisson maigre.

● Comment faites-vous pour l'alimentation des poissons ?

J'importe la totalité des mes besoins qui représentent 65% des coûts de production.

● Cela n'a pas dû être facile.



Pour entrer en production, j'ai dû assurer par mes propres moyens la formation du personnel qui est aujourd'hui de 31 employés qui travaillent en permanence. J'ai envoyé 8 personnes en Italie pour une formation de 4 mois et à deux reprises des Italiens ont séjourné chez moi durant 12 mois. J'ai également fait appel à une autre assistance étrangère qui nous a accompagnés pendant 27 mois.

● Quel regard avez-vous sur cette activité ?

Je dirais, qu'au départ, la méconnaissance de ce créneau a compromis un démarrage efficace de toute cette filière. Aujourd'hui, c'est un autre problème qui nous handicape. Nous travaillons sans qu'aucune législation, aucun texte et aucune directive ne réglementent notre secteur. Cependant j'ai bon espoir que cela s'améliore prochainement, car depuis quelques semaines, une commission ad hoc, qui réunit des scientifiques, des professionnels et des fonctionnaires, planche pour donner à l'aquaculture algérienne un statut.

■ aquamed, le premier pas

Aquamed est une action de soutien financée par la Commission européenne qui vise à développer une stratégie interfonctionnelle pour une aquaculture durable dans la région méditerranéenne. Ses objectifs sont de contribuer à renforcer les liens entre les instituts de recherche et les principaux intervenants dans l'ensemble de la région méditerranéenne et de promouvoir l'innovation, en abordant les principaux enjeux pour le développement d'une aquaculture durable. Cet objectif sera atteint en réunissant les parties prenantes à travers la Méditerranée (Europe du Sud et Afrique du Nord) en l'aquaculture avec l'objectif général de mettre en place une plate-forme multi-parties prenantes (MSHP) pour travailler ensemble, pour identifier et prioriser les besoins de recherche nécessaires pour une aquaculture durable en Méditerranée. A Istanbul, les 20 et 21 mai 2009, Aquamed a mis en place sa plateforme (MSGP). L'Algérie, qui est membre de la FAO et du Conseil général pour la pêche en Méditerranée (CGPM), y a contribué. Elle était représentée par le Pr Kara (point focal national du projet) accompagné de chercheurs, de promoteurs et d'une ONG. Le ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques (MPRH) n'était pas présent, alors que de grands efforts avaient été déployés pour qu'il ait toute sa place.

FRANÇOIS RENÉ. Laboratoire d'aquaculture à Ifremer et président du CAQ du CGPM de la FAO

☞ L'absence d'une chaîne de froid est un handicap pour l'Algérie

● Comment pourrait-on résumer la situation de l'aquaculture dans le monde et en Méditerranée ?

En 2006, la production des élevages aquacoles des pays méditerranéens a dépassé celle des poissons pêchés en mer. Aujourd'hui, c'est au niveau mondial que cela se passe. Nous sommes, comme à la fin du néolithique : de plus en plus le poisson vient de la culture et non plus de la cueillette. L'Egypte est aujourd'hui à la première place des producteurs en Méditerranée avec 1,2 million de tonnes par an. En 1999, elle n'était qu'à 210 000 tonnes/an. Un prodigieux bond en 10 ans pendant lesquels elle a fait une croissance de 25% par an. Aujourd'hui, elle se situe autour de 8%. C'est la plus forte dans la région. Elle le doit au recul du delta du Nil, faute d'apports sédimentaires, et aux élevages en plein désert dans le Fayoum. La Grèce, qui a bénéficié d'un soutien financier de l'Europe, arrive également à produire 325 000 t. La Turquie vient juste derrière avec 200 000 t, complètement absorbées par le marché intérieur.

● A quoi doit-on cette fulgurante ascension ?

Tous ces pays se sont appuyés sur le marché intérieur. C'est ce que doit faire l'Algérie qui a une demande interne immense. Je dis toujours : « En aquaculture, il faut faire un produit national. » L'Algérie, que je connais bien, a de nombreux avantages : des opérateurs intelligents, de bons techniciens, mais pas

suffisamment, et une intelligentsia compétente. Un handicap cependant, l'absence d'une chaîne de froid. J'ajouterais qu'il ne faut pas nécessairement d'écloserie. Aujourd'hui, avec le transport par bateaux des alevins, ils reviennent plus cher que si on les produit sur place.

● L'Algérie possède donc des atouts ?

Autrefois, il y a une trentaine d'années, on disait que l'aquaculture était peu propice, mais l'évolution technologique dans ce domaine ouvre maintenant d'immenses perspectives. Avec, par exemple, les cages flottantes immergées, nul besoin de rechercher ces baies protégées qui sont rares. Toute la côte se prête aujourd'hui sans difficulté à l'implantation des élevages.

● Et l'aquaculture continentale ?

A mon avis, la carpe et le tilapia en eau douce, qui seraient produits dans les zones arides et le désert, pourraient servir à approvisionner les grands chantiers d'hydrocarbures. L'eau douce est un bien précieux qui, notamment avec le réchauffement climatique, devrait uniquement être réservée à l'homme. Et en restant dans ces régions, j'ajouterais que les chotts et les sebkhas d'Algérie offrent une opportunité sans pareille à la culture de micro-algues qui vont très certainement devenir un complément indispensable à l'alimentation des poissons en élevage qui, vous le savez, est importé dans sa totalité.

